

LECO

de la semaine

04 au 10 Octobre 2025



SOMMAIRE

Consommation - Le spectre des faillites plane sur les entreprises	2
Tourisme - Des voyageurs annulent leurs vols.....	2
Pillages : 187 milliards d'ariary de pertes, 94 opérateurs touchés, 2 213 emplois impactés	3
Madagascar a mis en avant le Portail d'Informations Commerciales (PICM) à l'IATF 2025 à Alger	3
Relance - Le GEM et le FIVMPAMA appellent à restaurer la confiance.....	4
Approvisionnement en électricité et en eau : Andry Rajoelina reconnaît la légitimité des revendications	4
Carburants – Hausse des prix du gazole et du pétrole lampant, baisse du prix du supercarburant	5
Budget – Le GEM demande l'intégration des conséquences socio-économiques de la crise dans la loi de finances 2026.....	5
ZLECAf : Vers des frontières intelligentes pour fluidifier le commerce.....	6
Douanes : Les bureaux fonctionnent malgré l'appel à la grève du SEMPIDOU	6
Gestion fiscale : Safi et nouvelle version de l'e-Hetra	7
Activité économique : le délestage, premier frein pour les entreprises	7
Région atsinanana - La pêche en eau douce suspendue pour 2 mois	8
Banque Centrale : Plus de 3,2 milliards de dollars de réserve de changes en octobre	8
Crise énergétique : Ampangabe injectera bientôt ses premiers 5 MW dans le Ria	9
Fizahantany : Manomboka tonga ny sambo vaventy	9
Foara « IATF » : Nasongadin'i Madagasikara ny PICM tany Alger	10
FHORM : Appel à un allègement progressif du couvre-feu.....	10
Pêche durable : Empoisonnement du lac Amparihilava dans la région Boeny	11
Dédouanement : Les engins d'occasion relève de la compétence du Service et de la Valeur et de l'Origine	11
Commerce extérieur : la Douane malgache investi dans la modernisation des ports maritimes	12
Allée des Baobabs dans la baie de Moramba : ViMa NGO vise le tourisme haut de gamme.....	12
Fin de l'AGOA - Accompagnement des exportateurs vers les États-Unis	13
CCIFM : Lalaina Rabemananjara, nouveau Directeur général.....	14
L'économie malgache face à une crise politique : quand l'instabilité coûte plus cher que la pauvreté	14
La filière vanille en péril: la libéralisation pointée du doigt	16
Tee-shirt à 8 euros, coque de téléphone à 2 euros... Qu'est-ce qu'Amazon Haul, la nouvelle offre «low cost» pour défier Temu ou Shein ?.....	16

Consommation - Le spectre des faillites plane sur les entreprises

IRINA TSIMIJALY | 04 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

Le Syndicat Autonome des Commissaires du Commerce et de la Concurrence de Madagascar (SACCCM) tire la sonnette d'alarme face à la détérioration de la situation économique du pays. Dans un communiqué récent, le syndicat met en garde contre un risque croissant de faillites d'entreprises, susceptible d'entraîner la perte de milliers d'emplois et de fragiliser encore davantage le pouvoir d'achat des ménages.

Selon le SACCCM, la conjoncture actuelle devient de plus en plus difficile pour les entreprises, qui peinent à résister aux crises prolongées. La dégradation de l'environnement économique réduit la confiance des investisseurs et affecte tant la production locale que l'importation de biens essentiels. Cette situation pourrait provoquer des pénuries et accentuer la hausse du coût de la vie.

Actuellement, de nombreuses entreprises ne fonctionnent plus à pleine capacité. Certaines, qui ont subi des

pillages, s'efforcent de remettre leurs activités en ordre et de trouver des initiatives pour se redresser. D'autres hésitent à reprendre pleinement leurs opérations par peur de nouvelles violences ou de vols, ce qui contribue à une paralysie partielle du tissu économique.

Le SACCCM exprime sa solidarité avec les entrepreneurs et citoyens victimes de destructions de biens, tout en appelant le gouvernement à agir rapidement et à sécuriser l'accès aux ressources essentielles. Le syndicat dénonce également les inégalités salariales dans la Fonction publique et l'usage politique des administrations, qui entravent l'action publique.

Le SACCCM rappelle que le commerce reste le moteur de l'économie nationale et que toute tentative d'exploitation de la crise actuelle pour des gains illégitimes sera vigoureusement combattue, afin de protéger les consommateurs et de stabiliser le tissu économique du pays.

Tourisme - Des voyageurs annulent leurs vols

IRINA TSIMIJALY | 04 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

Le tourisme traverse une zone de turbulence. Les annulations de voyages se multiplient. Malgré les tentatives des autorités pour rassurer, la haute saison s'annonce compromise.

Le secteur encaisse un nouveau choc. En cascade, les voyageurs étrangers annulent leurs séjours, suivant les recommandations de leurs ambassades. La filière plonge dans l'incertitude.



La Confédération du tourisme dit être encore « en phase de récolte d'informations » pour mesurer l'ampleur des annulations. Mais déjà, les professionnels tirent la sonnette d'alarme. « Oui, il y a des annulations avec remboursement », confirme une responsable du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Elle précise que « le secteur privé et les opérateurs transmettent régulièrement des rapports ».

Les autorités tentent toutefois de calmer les inquiétudes. « Les aéroports de Madagascar sont toujours opérationnels, et il n'y a pas encore d'alerte officielle concernant une hausse massive des annulations », affirme l'Aviation civile (ACM). Elle reconnaît cependant l'existence d'annulations « limitées » et « pas encore toutes répertoriées ».

Suspensions

À l'aéroport international d'Antananarivo (Ivato), la situation reste contrastée. L'aéroport demeure ouvert, mais plusieurs compagnies ont suspendu leurs liaisons. Air France a annulé ses vols directs entre Paris et Antananarivo. Madagascar Airlines avertit que son programme pourrait connaître des « perturbations, voire des annulations ».

Air Mauritius autorise ses clients à modifier gratuitement leurs billets jusqu'au 6 octobre. Elle propose également remboursements ou avoirs. Emirates a suspendu tous ses vols entre Dubaï, les Seychelles et Antananarivo depuis le 30 septembre.

Entre remboursements, reports et incertitudes, le tourisme malgache aborde une haute saison déjà fragilisée.

Pillages : 187 milliards d'ariary de pertes, 94 opérateurs touchés, 2 213 emplois impactés

R.EDMOND | 04 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les chiffres commencent à tomber sur les impacts dommageables provoqués par les pillages. Un lourd bilan (provisoire) qui n'augure rien de bon pour l'avenir des entreprises pillées et incendiées.

Selon les statistiques recueillies auprès du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, les pertes provoquées par ces pillages se chiffrent à plus de 187 milliards d'ariary, 94 opérateurs ont été touchés et 2 213 emplois impactés. Mais ces chiffres vont encore évoluer puisque beaucoup d'entreprises n'ont pas encore communiqué leur bilan de dégâts au niveau national. Théâtre de plusieurs actes de vandalisme et de pillage dans beaucoup de centres d'affaires et de commerce, c'est la région Analamanga qui

subit le plus de dégâts avec 177,6 milliards d'ariary de pertes, 64 opérateurs victimes et 1 971 emplois menacés. En deuxième position se trouve la région Vakinankaratra avec un bilan de 7,5 milliards d'ariary de pertes, 9 entreprises concernées et 98 emplois impactés. La région Boeny se trouve à la troisième place avec 1,2 milliard d'ariary de pertes, 14 entreprises touchées, et 97 emplois perdus ou menacés. D'autres régions comme Atsinanana et Diana sont également touchées. Ce bilan ne tient pas compte des effets induits des pillages, c'est-à-dire des pertes subies par les petites et moyennes entreprises partenaires des sociétés directement touchées.

Madagascar a mis en avant le Portail d'Informations Commerciales (PICM) à l'IATF 2025 à Alger

R.EDMOND | 04 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Madagascar a brillamment marqué sa présence lors de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui s'est tenue du 4 au 10 septembre à Alger.

Cet événement continental, considéré comme le « rendez-vous économique panafricain de l'année », a réuni plus de 35 000 visiteurs venus de 80 pays et plus de 2 000 entreprises exposantes.

Stand fédérateur. Avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), dans le cadre du Projet d'Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce (PACFC), Madagascar a présenté un stand fédérateur public-privé, dans le Pavillon Rhumel Africain, afin de promouvoir le Portail d'Informations Commerciales de Madagascar (PICM) qui a pour slogan : le tout commerce en un clic ! Ce portail, officiellement lancé le 30 avril 2024, est un outil numérique stratégique qui centralise et simplifie l'accès à l'ensemble des données liées au commerce, tant au niveau national qu'international. Pour illustrer son rôle concret dans la promotion des échanges, plusieurs produits phares malgaches ont également été mis en avant. Cette vitrine a permis de démontrer comment le PICM soutient la visibilité et la compétitivité de ces secteurs sur le marché africain, en facilitant leurs démarches d'exportation et d'importation.

ZLECAF

Grâce au PICM, Madagascar souhaite renforcer son intégration économique au sein du continent et faciliter les échanges dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). « La digitalisation est aujourd'hui un levier incontournable pour faire connaître Madagascar et les services qu'il offre à travers le continent africain. Avec le PICM, les pays africains peuvent facilement échanger avec Madagascar, que ce soit pour l'importation ou l'exportation, tout en contribuant au développement économique de l'Afrique », a déclaré Joeline Hariniaina Modeste, directrice du Commerce

extérieur. La présence de Madagascar à l'IATF 2025 témoigne de sa volonté de partager son expérience en matière de modernisation des processus commerciaux et de découvrir les bonnes pratiques mises en place par d'autres pays.



Étape-clé. Pour le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, la participation active à la cérémonie d'inauguration de l'IATF 2025 représente une étape clé dans l'engagement du pays pour une meilleure intégration au sein de la ZLECAF. « Dans le cadre de l'intégration régionale, Madagascar est pleinement engagé et le PICM soutient activement cette dynamique. Notre présence à l'IATF 2025 traduit la volonté de Madagascar de se positionner comme un acteur incontournable du marché continental africain et de faire connaître ses opportunités commerciales à travers cette plateforme digitale », a affirmé Isidore Razanakoto, directeur général du Commerce.

Le PICM s'inscrit ainsi dans la stratégie de transparence, de simplification et de facilitation des échanges. Il permet à l'ensemble des opérateurs – importateurs, exportateurs, investisseurs, PME et institutions – d'accéder à des informations actualisées sur les procédures, réglementations et opportunités du commerce.

Relance - Le GEM et le FIVMPAMA appellent à restaurer la confiance

IRINA TSIMIJALY | 06 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

Le GEM et le FIVMPAMA appellent à restaurer la confiance dans l'économie malgache, en sécurisant les personnes, en protégeant les libertés et en relançant le dialogue national.

Face à la crise actuelle, le secteur privé insiste sur l'urgence de restaurer la confiance dans l'économie nationale. Lors d'une rencontre avec le président de la République, Andry Rajoelina, ce week-end à Iavoloha, le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et le Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (FIVMPAMA) ont insisté sur l'intégration des impacts socio-économiques de la crise dans la loi de finances 2026, afin de soutenir efficacement entreprises et ménages.

Pour Francis Rabarijohn, président du GEM, trois priorités doivent guider l'action du secteur privé : assurer la protection des personnes et des biens pour une reprise sécurisée des activités, garantir la liberté d'expression et de circulation tout en limitant les débordements, et préserver les acquis économiques ainsi que les partenariats internationaux qui maintiennent des milliers d'emplois.

D'après les constats, les situations de ces dernières semaines, émeutes et pillages, ont entraîné des pertes financières estimées à 200 milliards d'ariary et la destruction d'environ deux mille emplois.

Les groupements professionnels ont ainsi rappelé la nécessité de maintenir l'attractivité du pays pour les investisseurs, grâce à « une gouvernance économique stable et prévisible », et ont insisté sur le fait qu'un climat de confiance est indispensable pour relancer les secteurs industriel, agricole et touristique, « moteurs de croissance, de création d'emplois et de développement territorial ».

Le président de la République a reconnu les difficultés liées au délestage électrique et à l'approvisionnement en eau, qualifiant de légitimes les revendications de la population. Il a présenté plusieurs mesures pour y remédier,

dont un parc solaire de 100 MW avec batteries, des groupes électrogènes et une nouvelle station de production d'eau, avec des échéances précises visant à éliminer progressivement les interruptions d'électricité et améliorer l'accès à l'eau potable.

Dialogue et mobilisation

Au-delà des mesures immédiates, le GEM et le FIVMPAMA ont appelé à la mobilisation de tous les acteurs publics et privés pour un dialogue national constructif. Selon Francis Rabarijohn, « il faut dépasser les clivages politiques afin de restaurer un environnement propice à la croissance et à l'investissement ».

Les représentants du secteur privé ont également rappelé l'importance de préserver les acquis économiques, notamment les avantages liés à l'Agoa et aux partenariats financiers internationaux, afin de « protéger l'emploi et assurer la continuité des activités ». Trois propositions concrètes ont été avancées par le GEM et le FIVMPAMA : renforcer la confiance des investisseurs, intégrer les effets socio-économiques de la crise dans la loi de finances 2026 et relancer les filières clés pour favoriser une croissance inclusive et durable.

Francis Rabarijohn a souligné que cette approche nécessite « une concertation étroite avec les partenaires internationaux et une adaptation aux contraintes macroéconomiques actuelles ». Il a ajouté : « La loi de finances 2026 ne peut pas être préparée comme les années précédentes. Il faut prendre en compte ce que nous traversons aujourd'hui pour soutenir ceux qui en ont le plus besoin ».

Approvisionnement en électricité et en eau : Andry Rajoelina reconnaît la légitimité des revendications

JEAN RIANA | 06 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le président Andry Rajoelina a reconnu la légitimité des doléances exprimées par la population concernant les fréquents délestages et coupures d'eau. Lors d'une rencontre avec les représentants du secteur privé et les professionnels, il a admis que ces perturbations dans l'approvisionnement en électricité et en eau causent d'importants désagréments dans la vie quotidienne des citoyens. Face à cette situation, le président Andry Rajoelina a reconnu l'état de désarroi des citoyens, estimant qu'il est compréhensible qu'ils expriment leur colère. Toutefois, il a appelé au dialogue, affirmant que « la solution ne se trouve pas dans la rue, mais à travers une discussion autour d'une table ». Le chef de l'État a également évoqué les efforts en cours pour améliorer la situation, tout en déplorant des lenteurs administratives et des dysfonctionnements, comme dans le cas de la centrale électrique de 105 MW à Ambohimambola. Les équipements nécessaires, pourtant arrivés à Toamasina il y a deux ans, n'ont toujours pas

été acheminés sur le site. « Cela signifie que les responsables ne se sont pas montrés à la hauteur des attentes », a-t-il spécifié. Toutefois, l'État fait des efforts pour lutter contre le délestage et le président l'a clairement souligné en disant que l'ampleur des délestages de cette année est amoindrie par rapport à ceux de l'année dernière. Il a profité de cette rencontre pour présenter différentes mesures telle que la mise en place d'un parc solaire de 100 MW avec 200 MWh de batteries. Selon ses propos, ledit parc sera confié à une entreprise de renommée internationale. Il a tenu à faire remarquer qu'une fois la totalité des 100 MW achevés, les délestages à Antananarivo devraient complètement disparaître d'ici un an. Outre l'exploitation des énergies renouvelables, Rajoelina a également avancé que l'État prévoit aussi de se procurer des groupes électrogènes allemands avec une puissance de 60 MW à la clé pour pallier le problème des délestages.

Carburants – Hausse des prix du gazole et du pétrole lampant, baisse du prix du supercarburant

06 OCTOBRE | 2424.MG

Antananarivo, 5 Octobre, 11h25 – Les prix des carburants à la pompe ont connu un ajustement ce dimanche, avec une variation contrastée.

Celui du litre du supercarburant a connu une baisse de 30 ariary, tandis que ceux du gasoil et du pétrole lampant ont respectivement augmenté de 170 ariary et de 90 ariary, selon les chiffres affichés auprès des stations-services.

Le prix du supercarburant s'établit donc pour ce mois d'octobre à 5 060 ariary par litre. Ce qui offre ainsi un petit répit aux usagers, dont notamment aux automobilistes, avec une baisse de -0,59 % par rapport à son prix qui était à 5 090 ariary par litre au mois de septembre.

Le gasoil, le produit pétrolier le plus consommé à Madagascar, grimpe pour sa part de 170 ariary pour atteindre 4 700 ariary. C'est soit une variation de +3,75 %

par rapport à son prix qui était à 4 530 ariary le mois précédent.

Et le pétrole lampant, qui est souvent utilisé pour l'éclairage et la cuisson en milieu rural, est désormais vendu à 3 470 ariary le litre. C'est soit une progression de 2,66 % par rapport son prix qui était encore à 3 380 ariary le litre au mois de septembre.

Ces ajustements ont été entrepris dans le cadre du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants en fonction des prix du marché. Ceux-ci sont principalement affectés par deux paramètres économiques, à savoir l'évolution des cours mondiaux des produits pétroliers et les variations des taux de change entre l'ariary et le dollar américain. La variation mensuelle des prix est plafonnée dans une fourchette entre -200 ariary et +200 ariary.

Budget – Le GEM demande l'intégration des conséquences socio-économiques de la crise dans la loi de finances 2026

06 OCTOBRE | 2424.MG

Antananarivo, 5 Octobre, 7h05 – Un exercice qui est loin d'être ordinaire. Le secteur privé estime qu'il est impératif d'intégrer la crise actuelle comme un paramètre fondamental dans la planification du budget national. C'est pourquoi les conséquences socio-économiques de cette crise devraient être intégrées dans l'élaboration de la loi des Finances 2026, suggère le président du Groupement des entreprises de Madagascar, Francis Rabarijohn. C'est l'une des propositions avancées par le secteur privé, lors de sa rencontre avec le Président de la République, Andry Rajoelina, à Iavoloha, ce samedi.

000 emplois. Aussi, intégrer les conséquences socio-économiques de la crise actuelle dans l'élaboration de la loi des Finances 2026 devra permettre de soutenir les entreprises ainsi que les ménages les plus touchés, a soutenu le président du GEM.

L'approche habituelle de la loi des Finances ne peut ainsi plus tenir. « Nous ne pouvons pas raisonner de la même manière », insiste Francis Rabarijohn. C'est pourquoi le secteur privé se dit disposé à discuter et à échanger avec les partenaires internationaux, en tenant compte des contraintes macroéconomiques et des exigences de ces bailleurs de fonds. « Nous nous permettons ainsi de nous proposer comme partie prenante sur cette loi des finances particulière par rapport à la crise que nous vivons actuellement », poursuit-il.

Plusieurs rencontres avaient déjà eu lieu entre les groupements du secteur privé et les entités gouvernementales impliquées dans l'élaboration de cette loi des Finances. Celles-ci avaient permis notamment au ministère de l'Économie et des finances de recueillir et d'analyser de manière progressive l'ensemble des mesures et propositions liées à l'environnement fiscal, dont les grandes orientations à prendre conjointement en matière d'incitations fiscales.

La mobilisation des recettes fiscales domestiques demeure au cœur de la stratégie budgétaire des autorités nationales, dans les travaux engagés sur la loi des Finances 2026. C'est ce qu'avait indiqué le Fonds monétaire international (FMI) qui avait dernièrement envoyé une équipe pour discuter notamment des contours de ce budget national.



« Nous ne pouvons pas faire fi des conséquences de ce qui s'est passé et qui est en train de se passer », expose Francis Rabarijohn. Selon le rapport de la présidence de la République, les récents émeutes et pillages avaient non seulement engendré des pertes financières estimées à 200 milliards d'ariary mais aussi une perte d'environ 2

ZLECAf : Vers des frontières intelligentes pour fluidifier le commerce

ANTSA R. | 07 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

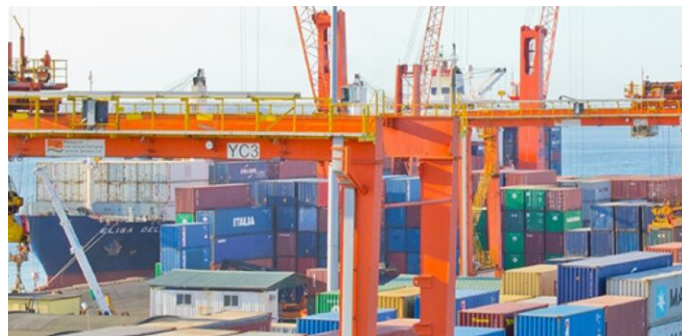
La sixième édition du Forum pour la résilience en Afrique a placé la facilitation des échanges au cœur de l'intégration continentale. Du 1^{er} au 3 octobre à Abidjan, les panélistes ont plaidé pour des infrastructures de qualité aux frontières.

Des postes frontières à arrêt unique (One Stop Border Posts, OSBP), une numérisation des services, leviers jugés décisifs pour donner corps à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ont été évoqués lors du sixième Forum pour la résilience en Afrique. « *L'idéal est d'avoir un seul poste frontalier entre les pays. Si nous avons de telles infrastructures fortes, cela aidera à la facilitation du commerce* », a déclaré Mohammed Abdiker, chef de cabinet de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), lors d'un panel intitulé « *Intégration régionale et commerce : voies vers la paix* ». Il a souligné le rôle déterminant de la volonté politique et cité l'expérience OIM d'un poste unique entre la RDC et le Rwanda, ainsi qu'un nouveau projet avec la Banque africaine de développement (BAD) entre la Centrafrique et le Cameroun.

Digitalisation indispensable

Pour sa part, la BAD a rappelé son appui à la ZLECAf – qui, en janvier 2025, totalisait 49 ratifications pour un marché de 1,3 milliard d'habitants – par le financement d'OSBP destinés à simplifier les contrôles et accélérer le dédouanement. Parmi les réalisations phares figurent le poste unique Tanzanie–Kenya et, via le Fonds africain de développement (guichet concessionnel de la BAD), un poste juxtaposé Bénin–Togo. Au-delà des briques physiques, la transformation numérique est jugée indispensable. « En plus d'avoir un seul poste frontalier à chacune de nos frontières, il faudra une numérisation des services

frontaliers », a appuyé Magdalene Dagoseh, ministre du Commerce et de l'Industrie du Libéria. La digitalisation, selon elle, permettra de tracer les flux de personnes et de marchandises, de réduire la corruption et d'améliorer la gouvernance aux frontières.



Pour Ziad Hamoui, président de Borderless Alliance, l'efficacité des politiques suppose l'implication de la société civile afin de prendre en compte l'ampleur des échanges informels, souvent supérieurs aux flux formels, ainsi que les réalités de la contrebande. Organisé tous les deux ans par le Groupe de la BAD, le Forum réunit décideurs et praticiens du nexus humanitaire-développement-paix. Pour cette année, le principal message est axé sur la nécessité de frontières mieux équipées et numérisées, arrimées à la ZLECAf, une condition concrète de la résilience et de la prospérité partagée en Afrique.

Douanes : Les bureaux fonctionnent malgré l'appel à la grève du SEMPIDOU

R.EDMOND | 07 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

L'appel à la grève lancé par Herizo Andrianavalona, président du SEMPIDOU en fin de mandat, ne fait pas l'unanimité au sein du personnel douanier. Partout dans la Grande Ile, la grande majorité des bureaux des douanes sont restés ouverts et fonctionnels.

Continuité

« Il est porté à la connaissance des usagers que le bureau des douanes restera ouvert et opérationnel dans le cadre de la continuité du service public douanier », dit l'affiche dans la grande majorité des bureaux de douane de l'ensemble du pays.

Cet avis au public est le genre d'informations qui rassurent les usagers. A l'instar de cet employé d'une entreprise franche venu pour des démarches douanières nécessaires aux opérations de son employeur.

« Déjà on a énormément de problèmes avec la fin de l'AGOA et si une paralysie de l'administration intervient, cela nous bloquera davantage », partage-t-il, soulagé de voir que tout fonctionne normalement au niveau de l'administration douanière. « J'espère que cela va continuer ainsi », a-t-il poursuivi, rassuré par le fait que la douane, une administration si vitale reste fonctionnelle.

Au niveau de l'administration douanière, un responsable a confirmé cette continuité des services publics douaniers, pratiquement sur l'ensemble du territoire.

« Des dispositions particulières ont été prises pour éviter d'éventuels blocages de l'administration douanière », explique-t-on.

Procédure en cas de crise

Des dispositifs sont appliqués en fonction d'un certain nombre de paramètres, selon la procédure de déclassement (downgrade) appliquée en cas de crise. A Ivato et Mamory par exemple, comme ce sont des sites éloignés des manifestations à risque, les bureaux sont sous code F1, c'est-à-dire ouverts et fonctionnels de 8 heures et 15 heures, et par télétravail également. Dans les bureaux situés en centre-ville comme Antaninarenina, Ankadifotsy, Antanimena, Andraharo, Andraharo, Ampefiloha et Tsaralalàna, c'est la procédure F2 qui s'applique, c'est-à-dire ouverture des bureaux de 8 heures à midi et télétravail

dans l'après-midi. Enfin, à Toamasina, la procédure F3, c'est-à-dire un fonctionnement uniquement par télétravail a été appliqué hier, suite à une menace d'incendie sur des bâtiments de la douane. Par ailleurs, l'on annonce toujours du côté de l'administration douanière que des procédures et services sont actuellement assurés efficacement par la digitalisation et l'utilisation de l'IA. Quoiqu'il en soit, personne et particulièrement les douaniers ne semblent visiblement enclins à un blocage de l'administration douanière. Certains douaniers affirment que l'échec de cet appel à la grève lancé par Herizo Andrianavalona, réside dans le fait qu'il est motivé, non pas par des raisons liées aux conditions de travail, mais pour des motivations d'ordre plutôt politique venant d'une personne dont le mandat de président du SEMPIDOU a expiré depuis le mois de mai 2025.

Gestion fiscale : Safi et nouvelle version de l'e-Hetra

ARH. | 07 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le ministère de l'Économie et des Finances (Mef) poursuit la modernisation de ses outils numériques pour renforcer l'efficacité du service public et faciliter les démarches des contribuables. Le Système d'administration fiscale intégré (Safi), désormais opérationnel dans plusieurs services pilotes, appuie la réforme du système fiscal malgache. Ce nouvel outil permet une meilleure gestion des données fiscales et une coordination renforcée entre les différentes directions de l'administration. Parallèlement, la plateforme e-Hetra, déjà connue des contribuables pour la déclaration et le

paiement en ligne des impôts, a été mise à jour afin de s'adapter au Safi et d'offrir une expérience utilisateur plus fluide. Cette évolution s'inscrit dans la stratégie de digitalisation progressive de l'administration fiscale, visant à simplifier les procédures et à accroître la transparence. Pour accompagner cette transition, un guide complet d'utilisation est disponible sur le site officiel de e-Hetra. Les agents des impôts restent également mobilisés pour assister les usagers et répondre à leurs questions concernant le nouveau système.

Activité économique : le délestage, premier frein pour les entreprises

ARH. | 07 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le délestage constitue le principal obstacle à la croissance des entreprises malgaches au deuxième trimestre 2025. Selon les résultats de l'Enquête sur la conjoncture économique (ECE) menée par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), « 75,4 % des entreprises interrogées », estiment que les coupures d'électricité constituent la première entrave à leurs activités. Ces données, recueillies auprès de 222 entreprises de tous secteurs en juin et juillet, confirment l'ampleur du problème énergétique qui affecte l'ensemble du tissu productif du pays. Les perturbations du réseau électrique ont éclipsé d'autres préoccupations, telles que l'« incertitude économique » (69,8 %) ou la « pression fiscale » (63,3 %), pourtant souvent pointées du doigt par les opérateurs. Cette hiérarchie des difficultés souligne combien la crise énergétique pèse désormais sur le climat des affaires à Madagascar.

De nombreuses entreprises évoquent une véritable paralysie de leurs chaînes de production, les arrêts intempestifs des machines entraînant une baisse notable de la productivité. A cela s'ajoutent des coûts d'exploitation en hausse, notamment en raison de l'achat et de l'entretien de groupes électrogènes ainsi que des dépenses supplémentaires en carburant. Pour dire que les répercussions du délestage dépassent le simple cadre économique. Plusieurs chefs d'entreprise soulignent également « les tensions sociales » engendrées par les interruptions de travail, qui perturbent la planification des équipes et altèrent la motivation du personnel. Sur le plan commercial, cette situation compromet la compétitivité des sociétés locales, qui peinent à assurer la continuité de leurs services face à leurs concurrents mieux équipés ou implantés à l'étranger.

Région atsinanana - La pêche en eau douce suspendue pour 2 mois

IRINA TSIMIJALY | 08 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

La campagne de pêche continentale 2025 touche à sa fin dans la région Atsinanana. Depuis le 15 octobre, la pêche dans les plans d'eau douce et saumâtre du domaine public de l'État est interdite, et ce, jusqu'au 15 décembre 2025 à 23h59. Une mesure destinée à protéger les stocks de poissons et à limiter la pression sur les espèces locales, selon l'arrêté pris par le gouverneur de la région.

Seule la pêche à la ligne depuis les berges reste autorisée, mais les poissons ainsi capturés ne peuvent être vendus. « Nous demandons aux pêcheurs de respecter cette règle pour préserver la biodiversité et permettre aux populations de poissons de se reconstituer », souligne un responsable de la Direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue Atsinanana.

Les ventes et transports de poissons de consommation — tilapia nilotica, carpe, hétérotis, paratilapia (fony) ou gourami — sont réservés aux pisciculteurs disposant des autorisations d'installation et de transport. Tout produit commercialisé doit être accompagné d'un visa de conformité, délivré par les autorités régionales.

« Cette traçabilité est indispensable pour éviter la vente illégale et protéger nos filières », ajoute le responsable.

Seuls les établissements piscicoles ou revendeurs locaux ayant déclaré leurs stocks sont autorisés à vendre. Toute circulation sur les marchés en dehors de ces circuits est strictement interdite. Une réglementation qui répond à un enjeu économique majeur : la pêche illégale génère chaque année des pertes estimées entre 14 et 16 millions de dollars, soit environ 60 milliards d'ariary, selon les études nationales sur la pêche INN.

Certaines espèces locales sont déjà en danger. Le *Paretroplus maromandia*, le *Paretroplus polyactis*, le *Paretroplus loisellei* et le *Pachypanchax patriciae* sont menacés par la surexploitation et la disparition de leur habitat naturel, selon les évaluations de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et des recherches scientifiques publiées. « Si nous ne respectons pas ces périodes de fermeture, ces poissons pourraient disparaître de nos rivières », prévient le responsable.

Banque Centrale : Plus de 3,2 milliards de dollars de réserve de changes en octobre

R. EDMOND | 08 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

Confortable. Le matelas de devises de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) lui permet encore d'assurer ses principales missions dont le maintien de la stabilité interne et externe de la monnaie.

Les statistiques données, hier au cours d'une conférence par le Gouverneur, Aivo Andrianarivelo rassurent. Au cours de ce mois d'octobre, les réserves de changes de l'institution se chiffrent à 3,2 milliards de dollars, dont 140 millions de dollars de réserves d'or monétaire.



Stabilité. Un chiffre en évolution positive puisqu'en juin, les réserves étaient de 3,1 milliards de dollars dont 120 millions de dollars en or monétaire, soit une hausse de 100 millions de dollars en 5 mois. Ces réserves en devises qui représentent 6,2 mois d'importations permettent à la BFM de maintenir la stabilité de l'ariary sur le marché interbancaire des devises. En effet, le cours de l'euro était à 5 275 ariary et celui du dollar à 4 452 ariary. « L'ariary

se déprécie par rapport à l'euro et s'apprécie par rapport au dollar », a précisé, Aivo Andrianarivelo. Une parité qui est favorable à l'économie malgache dont les transactions internationales sont libellées à 80 % en dollar. En ce qui concerne la dépréciation de l'ariary par rapport à l'euro, elle résulte, elle-même du fait que sur le plan international, l'euro est plus fort que le dollar. Quoiqu'il en soit, la BFM met en place les dispositifs pour maintenir cette stabilité de l'ariary sans intervenir sur le marché interbancaire de devises.

Base financière solide

La Banque Centrale qui assure également d'une manière aussi convenable ses missions de maintien de la stabilité financière et de stabilité du système financier.

En effet, avec ses 1 495 milliards d'ariary de fonds propres à la fin du mois de décembre 2024, la BFM dispose d'une base financière solide, lui permettant d'assumer ses missions de stabilité monétaire, de gestion de la politique de change, de supervision bancaire, et autres.

Avec son statut de banque de l'État et de banque des banques primaires, la BFM assure par ailleurs sa mission de responsable de la circulation et de la distribution monétaire. Sur ce point d'ailleurs, la BFM enregistre 228 mouvements de fonds par semestre, dont 95 par voie aérienne et 133 par le biais de camions blindés.

C'est ce qui explique d'ailleurs la présence de déplacements de fonds publiés dans les réseaux sociaux à l'aéroport d'Ivato. « Outre Madagascar Airlines, la BFM fait également recours à des compagnies aériennes

privées ». Par ailleurs, les opérations semestrielles au guichet du système bancaire malgache enregistrent 5 966 milliards d'ariary de retraits et 6 075 milliards d'ariary de versements. Une institution vitale pour l'économie.

Crise énergétique : Ampangabe injectera bientôt ses premiers 5 MW dans le Ria

RAKOTO | 08 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La centrale solaire d'Ampangabe, située à Ambohidratrimo, entrera bientôt en service. Lors de sa visite sur le site d'Ampangabe, hier, le président Andry Rajoelina a évoqué qu'il ne s'agit pas de simples promesses, mais de « réalisations concrètes pour résoudre le problème d'électricité à Antananarivo ».

D'une capacité totale de 11,5 MWc et équipée de batteries de 7,5 MWh, la centrale solaire d'Ampangabe, injectera dès ce mois d'octobre ses premiers 5 MW dans le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA).

Ce projet, financé conjointement par l'Etat malgache et la Jirama, devrait aider à atténuer le délestage dans la capitale. Sur un terrain de 11 hectares, 17.400 panneaux solaires vont être installés par les équipes de la Jirama, qui travaillent à un rythme soutenu pour finaliser le chantier. À terme, la centrale fournira 11,5 MW au réseau, renforçant significativement l'approvisionnement électrique de la région.

D'autres sites solaires sont également en développement autour de la capitale : 1,5 MW à Ambatomirahavavy, 7 MW à Ilafy et 10 MW à Imerintsiasika.

Ensemble, ces infrastructures devraient diversifier les sources d'énergie et assurer une autonomie électrique durable. Assurer une alimentation continue

Une des particularités pour ces nouvelles infrastructures réside dans l'intégration de systèmes de stockage par batteries. Ces dispositifs permettent d'accumuler l'énergie solaire produite pendant la journée pour la restituer la nuit, garantissant ainsi une alimentation électrique ininterrompue, même en l'absence de soleil. Soit une optimisation de l'utilisation des ressources

renouvelables, pour une autonomie énergétique. Dans ce sens, le chef de l'État a réaffirmé son engagement à accélérer la transition énergétique du pays, affirmant que le « délestage deviendra bientôt un mauvais souvenir ».



En parallèle, un projet d'envergure est sur le point de démarrer : la construction d'une centrale solaire de 100 MW sur la route de Tsarasaoatra, menant à l'aéroport d'Ivato. Les « travaux débuteront dans une dizaine de jours », avec une première phase de « 40 MW opérationnels d'ici six mois », avant une mise en service complète dans un an comme l'a annoncé le président de la République.

Fizahantany : Manomboka tonga ny sambo vaventy

NJAKA A. | 08 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Nisantatra ny fizahantany amin'ny fandehanana amin'ny sambo vaventy ny sambo The World. Niantsona tany amin'ny morontsiraka ao amin'ny Valanjavaboahary Baly, Tsingy Namoroka, any Soalala, ity sambo ity, ny 23 septambra teo. Taorian'ny faritra Boeny, nihazo ny any Antsiranana, faritra Diana, indray izy io, nahitana mpandeha 198. Nihazo ny Valanjavaboahary Masoala, ny 1 oktobra, ary nitohy ny 2 oktobra, mialoha ny nandehanana tany Nosy Sainte Marie (Nosy Boraha). Araka izao ataon'ny mpizahatany mandeha sambo izao, toerana ahitana zavaboahary mahaliana sady tsy fahita eto Madagasikara no tena mahasrika azy ireo.

Manankarena ara-kolotsaina ihany koa isika, satria samy manana ny mampiavaka azy ny toerana sy ny faritra tsirairay. Mitondra fampandrosoana ho an'ny toekarena eny ifotony. Satria manome asa isan-karazany ho an'ny mponina, ka misitraka mivantana amin'izany ny mpitaridia, ny mpanao asa tanana, ny mpampanofa fiarakodia, sns. Niisa 47 856 ny mpizahatany nandeha sambo vaventy tamin'ny taona 2024. Avy any amin'ny firenena samihafa, nahita ny hakanton'i Madagasikara amin'ny lafiny zavaboahary, ireo zavamananaina tsy fahita raha tsy eto amintsika ny ankamaroany. Malaza amin'ny fahaizana mandray vahiny ihany koa ny Malagasy.

Foara « IATF » : Nasongadin'i Madagasikara ny PICM tany Alger

NJAKA A. | 08 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Natao ny 4 hatramin'ny 10 septambra teo, tany Alger, ny Foara ara-barotra ho an'ny afrikanina (IATF 2025) andiany fahefatra. Anisan'ny hetsika ara-toekarena lehibe indrindra aty Afrika ity natao ity.

Nahavory mpitsidika maherin'ny 35 000 avy any amin'ny firenena miisa 80 sy orinasa mpandray anjara maherin'ny 2 000 ny «IATF». Nanohana ny foara ny Banky afrikanina ho an'ny fampandrosoana (Bad), ao anatin'ny Tetikasa fanajariana ny tandavanala sy fanamorana ny varotra (PACFC). Hita tao amin' ny tranohevan'i Madagasikara, Pavillon Rhumel Africain, ny rafi-panjakana sy ny sehatra tsy miankina. Nentina nampiroboroboana ny Varavarana ho an'ny fampahalalam-baovao ara-barotra eto Madagasikara (PICM). Teny filamatra noraaisina ny « hita amin'ny fikitihana kely fotsiny ny mahakasika ny varotra rehetra ! ». Nanomboka tamin'ny avrily 2024 ny PICM, fitaovana niomerika stratejika, manangona sy manamora ny antontam-baovao rehetra ara-barotra eto an-toerana sy ny iraisam-pirenena.

Fifanakalozana malalaka Zlecaf

Nanamafisan'i Madagasikara ny fisiany ara-toekarena aty Afrika ny PICM. Hanamorana ny fidirana ao anatin'ny Faritra ifanakalozana malalaka (Zlecaf). Nilaza ny talen'ny Varotra ivelany ao amin'ny minisitery, i Joeline Hariniaina Modeste, fa « tsy azo ialana, ankehitriny, ny fampiasana ny niomerika. Fanoitra lehibe hampahafantarana an'i Madagasikara aty Afrika. Ho mora amin'i Afrika ny hifanakalo ara-barotra amin'i Madagasikara amin'ny fanafarana sy fanondranana entana any ivelany ». Nasongadin'ny tale jeneralin'ny Varotra, Razanakoto Isidore, fa « fanehoana fa mpisehatra tsy azo ihodivirana i Madagasikara aty Afrika, amin'ny alalan'ny PICM. Nanehoana ny fahavononantsika hiditra ao amin'ny tsena afrikanina ny fandraisana anjara tany amin'ny IATF 2025".

FHORM : Appel à un allègement progressif du couvre-feu

NAVALONA R. | 09 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

La Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM) lance un appel pressant aux autorités compétentes.

« Face au contexte sécuritaire actuel, les entreprises subissent de plein fouet les conséquences du couvre-feu, qui limite considérablement leurs activités, leurs revenus et leur stabilité. Nous appelons ainsi à un allègement progressif du couvre-feu, de 23h à 4h du matin, jusqu'à sa levée complète », déclare la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar. L'objectif consiste à sauver des milliers d'emplois menacés tout en permettant la relance des activités des établissements touristiques, et par conséquent, contribuer à la reprise de l'économie locale.



Contenir les tensions

Il est à rappeler que le Préfet de la capitale a instauré le couvre-feu suite aux événements tragiques survenus dans la nuit du 25 septembre 2025 au cours desquels plusieurs centres commerciaux abritant de nombreuses boutiques louées par des entrepreneurs majoritairement nationaux, ont été complètement pillés et saccagés. Le

bilan a été lourd. En effet, les pertes financières s'élèvent à plus de 200 milliards Ar. Et plus de 2 000 emplois ont été supprimés du jour au lendemain.

Face à l'ampleur des dégâts, la Préfecture de la capitale a initialement mis en place un couvre-feu qui s'applique entre 19 heures et 5 heures du matin.

Les autres grandes villes comme Antsirabe, Antsiranana, Mahajanga et Toliara sont également concernées par cette disposition prise au niveau de la Préfecture de chaque région. Cette mesure a été ensuite révisée par l'Organe mixte de conception nationale (OMC-NAT) la fixant entre 20 heures et 4 heures du matin afin de contenir les tensions. Elle reste valable dans plusieurs grandes villes dans tout Madagascar.

Juste équilibre

Les professionnels œuvrant dans le secteur du tourisme réclament la modification de ces horaires du couvre-feu qui nuisent directement au développement de leurs activités. « La sécurité des citoyens reste une priorité absolue, mais il est tout aussi crucial de préserver la sécurité économique et sociale de notre population. En effet, une économie qui s'effondre fragilise tout le pays, y compris sa stabilité. Agissons ainsi ensemble, avec discernement, pour trouver le juste équilibre entre protection des biens et des personnes et relance de l'économie, et ce, pour éviter le chômage technique et ses impacts sociaux », insiste la FHORM.

Pêche durable : Empoisonnement du lac Amparihilava dans la région Boeny

ANTSA R. | 09 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

23 000 alevins de tilapia ont été introduits dans le lac Amparihilava situé dans le fokontany Ambalambakisina. Cette opération, menée dans la commune rurale d'Andranofasika de la région Boeny, vise à favoriser la pêche durable en eau douce et à sécuriser les revenus des ménages qui vivent au quotidien de cette activité. Bénéficiaire direct, la FI.MPA.MA (Fikambanan'ny Mpanjono Miray Ambalambakisiny), association locale de pêcheurs du plan d'eau, s'est engagée à gérer durablement le stock et à renforcer les bonnes pratiques. Plusieurs autorités ont assisté et appuyé l'initiative, notamment le député d'Ambato Boeny, le chef de district, le délégué

d'arrondissement d'Andranofasika, le maire, le coordinateur régional de la FAO et les équipes de la direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue (DRPEB) Boeny et du Centre de développement de l'aquaculture (CDA). Tous ont salué une dynamique partenariale au service de l'économie bleue. Selon les informations, le financement des alevins provient du projet LLD/FAO Biodiversité, dont l'appui technique doit permettre d'améliorer la productivité halieutique, de diversifier l'alimentation et de stabiliser l'emploi local. À moyen terme, la croissance du stock et l'organisation collective des pêcheurs sont les piliers pour ancrer une gestion responsable d'Amparihilava.

Dédouanement : Les engins d'occasion relève de la compétence du Service et de la Valeur et de l'Origine

R.EDMOND | 09 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

La douane malgache clarifie ses procédures en matière d'évaluation des engins d'occasions importés.

L'administration douanière explique dans un communiqué le renforcement de son dispositif de contrôle et de transparence autour des importations de véhicules à usage spécial d'occasion.

Évaluation spécifique

Une manière de lever l'amalgame entre les véhicules d'occasion proprement dits et certains véhicules présentant des caractéristiques techniques proches des machines industrielles. En l'occurrence : les engins de levage, de construction ou de forage qui doivent faire l'objet d'une évaluation spécifique de leur valeur FOB (Free On Board). *« Conformément aux notes administratives de référence, la compétence pour déterminer la valeur FOB de ces engins relève exclusivement du Service de la Valeur et de l'Origine. Par conséquent, ces véhicules spécialisés ne sont pas soumis au contrôle d'identification des véhicules d'occasion (CIVIO) réalisé par la société GasyNet, un dispositif réservé aux véhicules standards tels que les voitures particulières ou utilitaires ».* Cette précision intervient à la suite de confusions constatées dans la qualification de certains véhicules. En tout cas, pour la douane, *« un engin se définit avant tout par sa fonction : une machine conçue pour assister les travailleurs dans des tâches techniques ou lourdes. Même si certains véhicules peuvent partager des codes tarifaires identiques, leur nature technique doit primer afin d'assurer une classification correcte ».*

Confirmation préalable

Une clarification qui s'avère, en tout cas, essentielle pour les importateurs et les opérateurs économiques, afin

d'éviter toute incohérence dans le traitement douanier. La Douane invite chacun à examiner attentivement la nature des véhicules importés avant toute déclaration. En cas de doute, il est fortement recommandé de solliciter une confirmation préalable auprès du Service de la Valeur et de l'Origine, garant d'une évaluation juste et conforme aux normes internationales. En rappelant ces règles, la Douane malgasy poursuit son objectif de sécuriser et de moderniser le commerce extérieur, tout en assurant un



traitement équitable des marchandises et une meilleure fluidité pour les opérateurs respectueux des procédures. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des dispositions réglementaires en vigueur et vise à garantir la justesse de la taxation ainsi que la fiabilité des opérations douanières.

Commerce extérieur : la Douane malgache investi dans la modernisation des ports maritimes

ARH. | 09 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Avec l'appui de la Banque africaine de développement (Bad) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), la direction générale des Douanes (DGD) est engagée dans un vaste programme de modernisation du système portuaire, pour rendre les ports plus compétitifs et garantir un mouvement de fret plus rapide, transparent et sécurisé.

Entre juillet et août 2025, une mission composée d'experts nationaux et internationaux, a mené une évaluation technique de neuf ports du pays (Antsiranana, Vohemar, Sambava, Antalaha, Nosy-Be, Mahajanga, Toamasina, Toliara et Tolagnaro.



Ces visites ont permis d'établir un diagnostic précis des infrastructures et des pratiques douanières. Et présenté début septembre, le rapport souligne les progrès réalisés et identifie plusieurs points à améliorer, à savoir «la congestion à Toamasina, le manque lié à la dématérialisation à Antsiranana et à Toliara, des infrastructures vieillissantes à Mahajanga». Ce rapport met aussi en évidence la vulnérabilité de certaines zones frontalières encore peu contrôlées, facilitant les flux illicites. De ce fait, ces experts internationaux

ont recommandé la mise en place d'un plan de sécurisation et de normalisation de ces espaces, afin de mieux protéger le territoire et d'endiguer la contrebande".

Réforme structurelle

Pour la DGD, cette initiative ne se limite pas à un simple diagnostic technique. Elle ouvre la voie à une réforme structurelle des ports de Madagascar dans l'objectif de «réduire les délais et les coûts, améliorer la transparence, renforcer la compétitivité régionale», afin de positionner Madagascar comme un «hub logistique moderne et fiable dans l'océan Indien». Parallèlement, la Douane renforce la transparence dans l'évaluation des véhicules à usage spécial d'occasion. Elle rappelle que la détermination de la valeur FOB de ces engins (Grues, machines de chantier ou de forage) relève exclusivement du Service de la Valeur et de l'Origine, excluant le contrôle de GasyNet réservé aux véhicules classiques. Cette clarification devrait garantir une taxation juste et éviter les confusions dans les procédures douanières. Enfin, la Douane reste mobilisée face à l'expiration de l'accord commercial Agoa avec les États-Unis, le 30 septembre. En attendant un éventuel renouvellement, les exportateurs malgaches sont soumis aux droits de douane standards. L'administration douanière appuie le gouvernement dans le suivi des impacts économiques et accompagne les opérateurs pour sécuriser leurs exportations.

Allée des Baobabs dans la baie de Moramba : ViMa NGO vise le tourisme haut de gamme

JEAN RIANA | 09 OCTOBRE | LES NOUVELLES

A travers le projet Tsingy Bay. Vision Madagascar (ViMa) NGO, a installé une allée des Baobabs sous-marine dans la baie de Moramba, juste en face de l'hôtel Tsingy Bay, dans la région Sofia, avec comme objectif de promouvoir le tourisme haut de gamme. Depuis sa création, le groupe a pour ambition de créer un nouveau Madagascar. Ce projet d'envergure, réalisé en partenariat avec plusieurs entités stratégiques, dont Luis Guillermo Fortuño, ancien gouverneur de Porto Rico, vise à embellir et valoriser Tsingy Bay, tout en respectant les traditions locales et l'environnement. «Madagascar a un potentiel énorme en tourisme et peut

très bien miser sur le tourisme haut de gamme», a-t-il déclaré lors d'une conférence qui s'est tenue au mois de septembre au Novotel à Ivandry. Il souhaite également partager ses idées pour développer le secteur du tourisme dans la Grande Ile. Aujourd'hui, en tant qu'associé au sein d'un grand cabinet d'affaires à Washington DC, il met son expertise en droit international et en investissements au service de projets stratégiques. Son implication dans le projet Tsingy Bay apporte une dimension internationale et un savoir-faire précieux pour assurer un développement durable et inclusif dans la région. D'après l'Organisation mondiale du tourisme, 1,4 milliard

de voyageurs de par le monde génèrent près de 3.000 milliards USD, tandis que le tourisme domestique pèserait autour de 5.400 milliards de dollar. « Cette croissance potentielle reste et ne va jamais s'arrêter. Madagascar a tout intérêt à profiter de cela car le tourisme peut permettre un énorme impact positif » a spécifié Luis Guillermo Fortuño.

Formation

La promotion du tourisme haut de gamme, va de pair avec la création d'emplois. Comme la priorité est donnée au recrutement local, il est crucial de développer et renforcer les compétences, grâce à la mise

en place de nouvelles infrastructures de formation... « C'est juste une question de formation pour s'adapter aux clients haut de gamme », a affirmé Zouzar Bouka, fondateur de Vision Madagascar. « Cela ne devrait pas être trop difficile surtout que les Malgaches assimilent rapidement et en plus de cela ils ont ce côté hospitalier qui est naturel chez eux », s'est-il exclamé.

La première étape du projet prévoit la création d'un village moderne et durable avec des infrastructures essentielles pour améliorer la qualité de vie des habitants tels que école, dispensaire, bâtiment communautaire, marché, espace conviviaux...

Fin de l'AGOA - Accompagnement des exportateurs vers les États-Unis

IRINA TSIMIJALY | 10 OCTOBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

La fin du régime préférentiel de l'Agoa crée une incertitude pour les exportateurs malgaches. La Douane renforce son accompagnement pour les aider à rester compétitifs sur le marché américain.

Depuis le 30 septembre, les exportateurs doivent composer avec une réalité moins favorable : la disparition du régime préférentiel de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa). Ce dispositif permettait depuis plusieurs années aux produits malgaches, notamment le textile et la vanille, d'accéder au marché américain sans droits de douane.

Mais depuis ce mois d'octobre, le contexte a changé. Les États-Unis appliquent désormais les tarifs standards, auxquels s'ajoute un droit additionnel de 15 % imposé depuis le mois d'août. Un coup dur pour les entreprises orientées vers l'exportation, déjà fragilisées par la concurrence asiatique et la hausse des coûts logistiques.

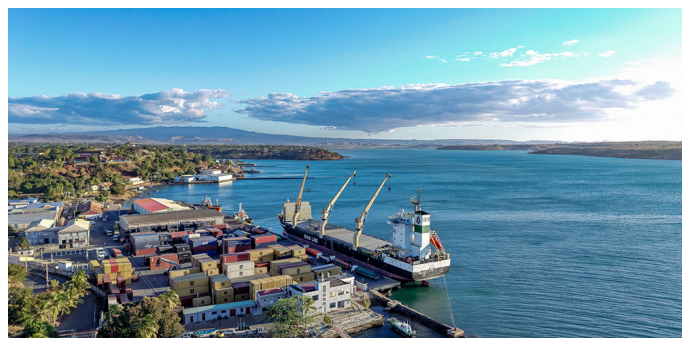
Pour de nombreux acteurs, cette transition remet en cause la rentabilité de leurs contrats avec leurs partenaires américains. Certains envisagent de réorienter une partie de leurs ventes vers d'autres marchés, tandis que d'autres espèrent encore une prolongation de l'Agoa, toujours en discussion à Washington. En attendant, la situation appelle une adaptation rapide, tant sur le plan administratif que stratégique.

Nouvelle donne

Face à cette nouvelle donne, la Douane malgache multiplie les actions de soutien. Son rôle dépasse désormais la stricte application des règles tarifaires. Elle se positionne comme un partenaire technique et stratégique pour les exportateurs.

L'administration diffuse des informations sur les nouveaux barèmes, assiste dans la préparation des déclarations douanières et fournit des conseils pour éviter erreurs et pénalités. « Nos analyses sur les flux d'exportation permettent d'appuyer la position de Madagascar dans les

discussions commerciales avec les États-Unis », explique un responsable de la Douane.



« Nous ne défendons pas seulement des chiffres, mais la réalité économique de nos exportateurs. »

Cet appui s'avère crucial pour de nombreux opérateurs. Dans un contexte de marché incertain, l'État entend jouer un rôle de relais et de confiance, afin d'éviter que les entreprises ne perdent pied. « Nous voulons que les produits malgaches gardent un accès compétitif au marché américain, sans être freinés par des droits de douane disproportionnés », confie un responsable du ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

Alors que les négociations se poursuivent autour d'une possible extension temporaire de l'Agoa, le message reste clair : la résilience du commerce malgache passera par une coopération étroite entre l'État, la Douane et les opérateurs privés. Ensemble, ils devront trouver la bonne équation pour maintenir la compétitivité du « Made in Madagascar » aux États-Unis.

CCIFM : Lalaina Rabemananjara, nouveau Directeur général

NAVALONA R. | 10 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

La Chambre de Commerce et d'Industrie France-Madagascar (CCIFM) vient de nommer son nouveau Directeur général. Il s'agit de Lalaina Rabemananjara, un professionnel reconnu avec plus de 25 ans d'expérience dans le développement économique et la gouvernance. « Il mettra son expertise en stratégie et partenariats au service du rayonnement de cette association à but non lucratif créée en 2003, et de ses membres », a communiqué cette entité consulaire.



Promouvoir les échanges. Il est à rappeler que la CCIFM constitue le premier réseau d'affaires franco-malgache

comptant plus de 450 adhérents. Ses membres opérant dans différents secteurs d'activité tels que l'artisanat, l'agroalimentaire, le BTP, les télécommunications, la finance, la distribution, l'industrie, les services, la recherche et la formation. Sa mission est de promouvoir les échanges économiques et commerciaux entre Madagascar et ses partenaires, plus particulièrement la France.

Elle soutient également les partenariats tout en organisant des événements d'affaires et en offrant des services d'accompagnement et de formation dans le but d'encourager les investissements dans un environnement favorable et favoriser la croissance des entreprises. Le développement des relations bilatérales n'est pas en reste.

Il faut savoir que la CCIFM fait partie intégrante du réseau des Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'international (CCIFI), qui fédère 120 Chambres françaises à travers 95 pays du monde et réunit près de 35 000 entreprises adhérentes. Elle est également un membre actif du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), principale confédération patronale nationale réunissant plus de 2 000 entreprises.

L'économie malgache face à une crise politique : quand l'instabilité coûte plus cher que la pauvreté

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 10 OCTOBRE | LES NOUVELLES

A Madagascar, la politique et l'économie entretiennent depuis toujours une relation d'amour et de méfiance mêlées. Chaque crise politique, qu'elle prenne la forme d'un coup d'État, d'une contestation électorale ou d'un blocage institutionnel, laisse derrière elle des cicatrices économiques profondes. Aujourd'hui encore, le pays se trouve à la croisée des chemins : une économie aux fondations fragiles, portée par quelques secteurs exportateurs, mais freinée par l'instabilité chronique du pouvoir. La crise politique n'est pas seulement un drame institutionnel ; elle est un frein à la croissance, un poison pour la confiance et une bombe à retardement pour l'emploi et les investissements.

Une économie déjà vulnérable avant la tempête

Avant même les tensions politiques récentes, l'économie malgache reposait sur un équilibre précaire. Le pays dépend fortement des exportations de matières premières (vanille, nickel, cobalt, textile), des transferts de la diaspora et de l'aide internationale. Cette dépendance expose l'économie à deux vulnérabilités majeures :

- les fluctuations des prix mondiaux, qui rendent les recettes d'exportation instables ;
- et la fragilité des institutions publiques, qui conditionnent l'accès aux financements extérieurs.

Dans ce contexte, chaque crise politique agit comme un tremblement de terre : les investisseurs reculent, les aides sont suspendues, et la monnaie se déprécie.

L'instabilité politique, ce "coût caché" du développement

La Banque mondiale estime que l'instabilité politique coûte à Madagascar plusieurs points de croissance par an. Mais au-delà des chiffres, c'est la confiance qui s'effondre en premier.

Quand les institutions se fragilisent, les opérateurs économiques adoptent une attitude d'attente :

- Les investisseurs reportent leurs projets, craignant des changements de politique ou de fiscalité.
- Les ménages réduisent leurs dépenses par peur de lendemains incertains.
- Les bailleurs suspendent ou retardent leurs décaissements.

Résultat : la machine économique tourne au ralenti.

Dans les rues d'Antananarivo ou de Toamasina, cette méfiance se traduit par une réalité simple : moins de travail, moins de liquidités, plus de survie.

Les premiers symptômes : inflation, dépréciation, chômage. Lorsqu'une crise politique éclate, ses effets économiques se font sentir rapidement :

- La monnaie locale, l'ariary, se déprécie sous la pression de la fuite des capitaux et de la baisse des exportations.
- L'inflation s'accélère, notamment sur les produits importés (carburant, riz, farine).
- Les entreprises locales, confrontées à la baisse de la demande et à l'incertitude, réduisent leurs effectifs ou suspendent leurs activités.

Le citoyen ordinaire, lui, voit la crise à travers son assiette : le prix du riz augmente, les transports

deviennent plus chers, et les petits boulots se font rares. Autrement dit, la crise politique finit toujours dans le panier de la ménagère.

Le secteur privé pris en otage
Les entreprises malgaches, petites ou grandes, sont souvent les premières victimes collatérales des soubresauts politiques.

Elles doivent composer avec :

- des retards de paiement de l'État,
- une administration paralysée,
- des restrictions bancaires,
- et une insécurité croissante.

Les opérateurs du secteur privé parlent d'un climat des affaires "asphyxié", où l'incertitude politique est devenue une taxe invisible. Pour les entreprises exportatrices, la crise signifie aussi des ruptures de contrats, des hausses de coûts logistiques, et un accès plus difficile au crédit international.

L'État fragilisé et l'aide internationale suspendue

Madagascar dépend encore largement de l'aide publique au développement. En période de crise politique, cette aide se réduit considérablement. Les partenaires internationaux comme la Banque mondiale, FMI, Union européenne exigent généralement des garanties de stabilité avant de relancer leurs financements.

Résultat : le budget national s'effondre, les projets d'infrastructure sont suspendus, et les programmes sociaux ralentissent. Le pays se retrouve piégé dans un cercle vicieux : moins de stabilité, moins d'aide et plus de pauvreté.

Une économie de survie et d'informalité

Quand la crise s'installe, l'économie formelle se rétracte, mais l'économie informelle, elle, s'étend. Les vendeurs de rue, les petits artisans, les travailleurs à la journée deviennent le cœur battant d'une économie de survie. Cette informalité, bien que résiliente, ne paie ni impôts ni cotisations sociales, et prive donc l'État de ressources essentielles.

Elle entretient aussi la précarité, puisque la majorité de ces travailleurs n'ont ni protection sociale ni sécurité de revenus.

Le coût humain : une pauvreté qui se renforce

Derrière les indicateurs macroéconomiques, la crise politique a un visage humain.

Selon les estimations, plus de 75 % des Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté. Une instabilité prolongée accentue ce chiffre :

- les jeunes diplômés émigrent ou rejoignent l'économie informelle ;
 - les femmes, souvent premières à perdre leur emploi, voient leur autonomie économique reculer ;
 - les enfants sont retirés de l'école faute de moyens.
- Autrement dit, chaque crise politique repousse d'autant le rêve d'un développement inclusif.

Sortir du cycle : la stabilité comme premier levier économique

Aucun programme économique, aussi ambitieux soit-il, ne peut réussir sans stabilité politique.

Les réformes fiscales, la promotion du secteur privé, ou la lutte contre la corruption exigent un cadre institutionnel solide. Cela suppose :

- un dialogue politique réel entre les acteurs ;
- des institutions indépendantes et crédibles ;
- une justice économique capable d'appliquer les règles sans pression politique.

Les exemples de pays africains comme le Rwanda ou le Botswana montrent que la stabilité politique, plus que la richesse naturelle, est le premier moteur de croissance durable.



Et maintenant ? Une urgence de confiance
L'économie malgache n'a pas besoin d'un miracle, mais d'une restauration de la confiance.

Les opérateurs privés, les bailleurs, et surtout les citoyens veulent des signaux clairs :

- une gouvernance transparente,
- des décisions économiques cohérentes,
- et un calendrier politique prévisible.

Car au fond, la stabilité politique n'est pas seulement une affaire de dirigeants : c'est un bien public, un investissement collectif.

Une crise politique est bien plus qu'un débat institutionnel : elle est un frein économique majeur. Chaque période d'instabilité coûte des années de développement perdues, des emplois sacrifiés et des vies précarisées.

L'économie malgache ne manque pas de potentiel, elle manque de sérénité.

Sans stabilité, aucun projet, aucune réforme, aucune aide ne peut produire d'effets.

La véritable urgence, aujourd'hui, n'est donc pas seulement de relancer l'économie, mais de réconcilier la politique avec la confiance. Car à Madagascar, plus qu'ailleurs, la prospérité commence là où la crise s'arrête.

La filière vanille en péril: la libéralisation pointée du doigt

JEAN RIANA | 10 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Constat amer. La filière vanille s'effondre à Madagascar où le prix continue de chuter jusqu'à atteindre 2.500 ariary le kilo, pour la vanille verte, moins cher que le haricot vert. Selon le patron du groupe Sodiat, Maminaiava Ravatomanga, membre du Conseil de la vanille (CNV), récemment lors d'une émission télévisée, la libéralisation du secteur serait la cause principale de ce déclin. Et la manipulation politique n'a pas arrangé pas les choses. « Néanmoins, le redressement reste encore possible », a-t-il spécifié. Dans cette optique, il a lancé un appel aux acteurs de la filière à ne pas se laisser influencer par les politiciens.

Il a également avancé que le gouvernement et les décideurs du secteur devraient leur laisser le champ libre pour redresser cette filière à leur manière. Maminaiava Ravatomanga a insisté sur le fait que le CNV avait déjà élaboré une réforme structurelle, en vue de la relance de la filière. Malheureusement, des décisions d'ordre politique auraient mis fin à leur initiative. « Le défi est de taille, mais la filière peut encore être sauvée », a estimé le patron du groupe Sodiat. Dans ce cadre, il a souligné que la réforme est une nécessité pour espérer obtenir des résultats concrets et durables.

Tee-shirt à 8 euros, coque de téléphone à 2 euros... Qu'est-ce qu'Amazon Haul, la nouvelle offre «low cost» pour défier Temu ou Shein ?

10 OCTOBRE | FRANCE INFO

Le leader mondial du commerce en ligne vient de développer en France son offre Amazon Haul. Des milliers d'articles sont proposés à moins de 20 euros, sur le modèle de ses concurrents.

Une chemise manches courtes pour 8 euros, une coque de téléphone à 2 euros ou encore un petit sac en bandoulière à 5 euros, après Shein et Temu, voici Amazon Haul qui débarque en France. Après les Etats Unis, l'Arabie saoudite, l'Allemagne ou encore le Mexique, le leader mondial de l'e-commerce vient de lancer début octobre un nouvel onglet pour ses clients français, une sorte de site dans le site qui propose des produits à petits prix.



Sur ce site, encore en version Bêta en France, plus de la moitié des produits vendus sont affichés à moins de dix euros, tous les autres ne dépassent jamais les 20 euros. On trouve des articles de mode, des accessoires de maison ou encore du petit bricolage... Ce n'est pas cher, mais pas de grande qualité non plus.

Produits chinois à prix cassés

Les produits viennent majoritairement d'Asie, et notamment de Chine. Conséquence pratique : les délais de livraison sont rallongés puisqu'il faut compter deux semaines en moyenne pour une commande passée sur

Amazon Haul, une nouvelle stratégie assumée par la plateforme. « Amazon se rend compte que, malgré son statut de mastodonte, il y a de grandes plateformes chinoises qui viennent secouer Amazon sur un segment très précis qui est le low cost, le pas cher », explique Laetitia Lamarin, cofondatrice d'une agence de conseil e-commerce.

Amazon s'empare donc d'un marché, avec des bénéfices à la clef, mais aussi des risques estime Laetitia Lamarin. « Le risque pour Amazon est de se perdre, de perdre son image de marque », prévient-elle face au risque notamment de voir débarquer des produits non conformes ou des contrefaçons. Ce risque, à ce jour, est balayé par la marque qui promet un contrôle qualité et un respect de toutes les normes UE pour tous ses produits estampillés Amazon.

Débuts « très convaincants »

Laetitia Lamarin est plus sceptique : « Bien évidemment que les entrepôts et les usines qui vont être sélectionnés vont répondre au cahier des charges d'Amazon, mais les doutes vont se porter sur les produits ». D'après l'experte, la démarche d'Amazon est « intelligente » d'un point de vue purement économique car la formule « a déjà été éprouvée ». Mais si la question est de savoir si c'est souhaitable « la réponse est non, tranche Laetitia Lamarin. C'est une offre de plus qui va nous proposer des produits à bas coûts, fabriqués dans des conditions environnementales et sociétales et déplorables. C'est un peu la normalisation du low cost. »

Aux Etats-Unis, où Amazon Haul a déjà été déployé depuis un an, Amazon ne donne pas de chiffres, mais assure que les premiers résultats sont « très convaincants ».



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

